Ouvrir un compte à Singapour

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La situation depuis 2025

Les trois banques locales de Singapour (DBS, OCBC, UOB) et les banques étrangères agréées appliquent aux entreprises d'actifs numériques une évaluation du risque sectoriel qui compte, depuis les effondrements de 2022, parmi les plus conservatrices de toutes les places financières. La MAS (Monetary Authority of Singapore, l'autorité monétaire et de surveillance financière) a déclaré publiquement qu'elle n'enjoint pas aux banques de refuser le secteur et qu'elle attend d'elles qu'elles évaluent chaque client au cas par cas. L'Association of Banks in Singapore a publié en 2023 des lignes directrices sur les facteurs à prendre en compte.[1] En pratique, la position des banques en 2026 est qu'elles examineront trois types de sociétés : une société titulaire d'une licence de la MAS ou d'une approbation de principe, une société dont l'activité se situe hors du périmètre réglementé et dont les fonds sont de la monnaie fiat provenant de sources identifiées, et une filiale d'un groupe réglementé. Elles refuseront une société qui négocie des jetons sans licence, une société qui a demandé une licence et attend la décision, et une société dont la trésorerie est on-chain.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Le régime des DTSP (digital token service providers, prestataires de services sur jetons numériques) a changé la donne pour le modèle tourné exclusivement vers l'étranger décrit au chapitre IV. Avant le 30 juin 2025, une société singapourienne ne servant que des clients étrangers pouvait se présenter à une banque comme non réglementée et licite. Depuis cette date, soit elle est titulaire d'une licence DTSP, que la MAS n'accorde que dans des circonstances extrêmement limitées, soit elle exerce illégalement. Aucune banque singapourienne n'ouvrira ni ne maintiendra de compte pour une société dans ce dernier cas.[2] Les groupes qui pratiquaient ce modèle ont transféré l'activité en Suisse, à Hong Kong ou à Dubaï et n'ont conservé à Singapour qu'une société qui fournit des services au groupe et ouvre ses comptes bancaires sur cette base.

Ce que demandent les banques singapouriennes

Le dossier d'ouverture de compte à Singapour ressemble au dossier suisse, avec trois ajouts. Les banques demandent la licence de la MAS ou un avis juridique établissant qu'aucune licence n'est requise. Elles lisent cet avis. Elles demandent la politique LBC de la société elle-même ainsi que le nom et les qualifications de son responsable de la conformité, même pour les sociétés hors du périmètre réglementé, car les lignes directrices de l'Association of Banks traitent la culture de conformité de la société comme un facteur de risque. Enfin, elles demandent un plan de surveillance des transactions montrant comment la société détectera les activités suspectes et les signalera à la banque, ce qui suppose en pratique un engagement auprès d'un prestataire d'analyse blockchain. Le délai est de deux à quatre mois pour une société qui donne satisfaction et indéfini pour une société qui n'y parvient pas.

Perspective singapourienne

Un groupe suisse qui ouvre un compte pour sa filiale singapourienne devrait présenter la filiale pour ce qu'elle est : une société de services détenue par une société mère suisse réglementée ou affiliée à un OAR, avec un ensemble défini de contreparties et une masse salariale. Le statut FINMA ou OAR de la société mère est le document le plus utile du dossier. La filiale ne devrait pas prévoir de recevoir des

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

conversions de jetons sur son compte singapourien au cours de la première année. Celles-ci devraient passer par la société mère suisse. Une fois que la filiale dispose d'une licence ou d'une année d'historique irréprochable en monnaie fiat, la discussion sur les flux entrants on-chain peut s'ouvrir.

Notes

1. MAS, réponses aux questions parlementaires sur le de-risking des entreprises d'actifs numériques par les banques (2022 et 2023) ; Association of Banks in Singapore, « Industry Guidance on Managing Risks of Digital Payment Token Service Providers », 2023. Partie L, chapitre V. ↩
2. Financial Services and Markets Act 2022, Part 9, section 137 (interdiction de fournir des services sur jetons numériques hors de Singapour sans licence), en vigueur depuis le 30 juin 2025 ; MAS, « Response to Feedback Received on Proposed Regulatory Approach for Digital Token Service Providers », 30 mai 2025, para. 2.5. Partie K, chapitre V. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.